



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination Interministérielle

Arrêté SG-SCI du

09 JUIL. 2020

**Portant ouverture d'une consultation publique
sur la demande d'enregistrement au titre de la réglementation des ICPE
et sur la demande d'agrément au titre de la réglementation sur les déchets
pour l'exploitation d'une activité de stockage, dépollution, démontage
ou découpages de véhicules hors d'usage
par la société GMP MOTORS, sur le territoire de la
commune de Capesterre Belle Eau**

Le préfet de la région Guadeloupe,
préfet de la Guadeloupe,
Chevalier dans l'ordre de la légion d'honneur
Chevalier dans l'ordre des palmes académiques
représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R 512-43-11 et suivants, R 512-46-3 et suivants et R 512-3 et suivants ;

VU le décret n° 2010-368 du 13 avril 2010 portant diverses dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et fixant la procédure d'enregistrement applicable à certaines de ces installations ;

VU le décret du Président de la République du 9 mai 2018 portant nomination de monsieur Philippe GUSTIN en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU le décret du Président de la République du 1^{er} août 2017 portant nomination de Mme Virginie KLES en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Guadeloupe ;

VU la circulaire du Ministère de l'écologie en date du 15 avril 2010 relative aux nouvelles modalités d'information du public et de leur bonne mise en oeuvre ;

VU la demande présentée le 4 juin 2019, et complétée le 12 février 2020 par la société GMP MOTORS, en vue d'une demande d'enregistrement au titre de la réglementation des ICPE et d'une demande d'agrément au titre de la réglementation sur les déchets, pour l'exploitation d'une activité de stockage, dépollution, démontage ou découpages de véhicules hors d'usage ;

VU le rapport en date du 03 mars 2020 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guadeloupe (inspection des installations classées) sur la recevabilité du dossier ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture

0305 JUL 20

Arrête,

ARTICLE 1er : Une consultation publique de quatre semaines sera ouverte à la mairie de Capesterre Belle Eau du **lundi 3 août 2020 au lundi 31 août 2020 inclus**, sur la demande d'enregistrement au titre de la réglementation des ICPE, et la demande d'agrément au titre de la réglementation sur les déchets, pour l'exploitation d'une activité de stockage, dépollution, démontage ou découpages de véhicules hors d'usage.

Les activités de cet établissement sont soumises au régime de l'enregistrement prévu à l'article L 512-7 du code de l'environnement, sous la rubrique ci-dessous :

n° : 2712-1 ;

- **2712-1** – Installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.

ARTICLE 2 : Le dossier de l'opération ainsi qu'un registre, seront déposés à la mairie de Capesterre Belle-Eau du **lundi 3 août 2020 au lundi 31 août 2020 inclus**.

Du **3 août au 31 août 2020**, le registre d'enquête est mis à la disposition du public.

Le public est invité à prendre connaissance, aux heures d'ouverture des bureaux, des différentes pièces du dossier et à consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet. Les observations remises par écrit à la préfecture de la région Guadeloupe ou à la mairie de Capesterre Belle-Eau sont annexées au registre de consultation, avant la clôture de la consultation fixée au **31 août 2020**.

ARTICLE 3 : Le rayon d'affichage fixé dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement étant de plus de 1 km, la commune de Capesterre Belle-Eau est seule concernée.

Un avis au public sera affiché au moins quinze jours avant, et pendant toute la durée de la consultation du public à la mairie de Capesterre Belle-Eau, ainsi que dans tous les lieux publics de la commune concernée.

Cet avis comportera tous les renseignements utiles sur :

- la nature de l'installation classée et son lieu d'implantation ;
- les dates d'ouverture et de clôture de la consultation publique ;
- le périmètre dans lequel il sera procédé à l'affichage.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat établi par le maire de Capesterre Belle-Eau.

Le même avis sera affiché par le pétitionnaire, sur le lieu d'implantation du projet, et visible de la voie publique, et ce jusqu'à la fin de la consultation publique.

Le dossier et l'avis au public sont mis en ligne sur le site internet de la DEAL, rubriques « les procédures récentes ou en cours » (<http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/les-procedures-recentes-ou-en-cours-a649.html>).

Par ailleurs, cet avis au public sera publié, **au frais du demandeur**, quinze jours au moins avant le début de la consultation dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

ARTICLE 4 : A l'expiration du délai fixé à l'article 1 du présent arrêté, le registre de consultation sera **clos, daté et signé par le maire et expédié à la préfecture sous le présent timbre** ainsi que :

- le certificat d'affichage établi par le maire de Capesterre Belle-Eau.

ARTICLE 5: La secrétaire générale de la Préfecture, le maire de Capesterre Belle-Eau, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, (inspection des installations classées pour la protection de l'environnement), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Basse-Terre, le

09 JUL. 2020

la secrétaire générale,

*chargée de l'administration de l'état dans
le département*


Virginie KLES

Délais et voies de recours –

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr

